

Brochure n° 3241

**Convention collective nationale**

IDCC : 1483. – **COMMERCE DE DÉTAIL  
DE L'HABILLEMENT  
ET DES ARTICLES TEXTILES**  
**(10<sup>e</sup> édition. – Mai 2003)**

AVENANT « SALAIRES » N° 15 DU 31 JANVIER 2006

NOR : *ASET0650391M*  
IDCC : *1483*

Entre :

La fédération nationale de l'habillement, nouveauté et accessoires, 9, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris (FNH) ;

La chambre nationale des détaillants en lingerie, 9, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris (CNDL),

D'une part, et

La fédération des services CFDT, tour Essor, 14, rue de Scandicci, 93508 Pantin Cedex ;

La fédération commerce services et forces de vente (CSFV) CFTC, 251, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le barème des rémunérations minima garanties des employés et du personnel d'encadrement, objet de l'annexe II de la convention collective nationale du 25 novembre 1987, se trouve modifié de la façon suivante et sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> du mois suivant la publication de l'extension au *Journal officiel*.

I. – *Rémunérations minima des employés  
sur la base de 151,67 heures mensuelles*

	Euros
	—
Catégorie 1 .....	1 250
Catégorie 2 .....	1 255
Catégorie 3 .....	1 260
Catégorie 4 .....	1 280
Catégorie 5 .....	1 320
Catégorie 6 .....	1 350
Catégorie 7 .....	1 400
Catégorie 8 .....	1 450

II. – *Rémunérations minima du personnel d'encadrement  
sur la base de 151,67 heures mensuelles*

	Euros
	—
Catégorie A 1 .....	1 600
Catégorie A 2 .....	1 700
Catégorie B .....	2 000
Catégorie C .....	2 300
Catégorie D .....	2 600

*Rémunérations minima du personnel d'encadrement en fonction  
de l'ancienneté sur la base de 151,67 heures mensuelles*

(En euros.)

	B	C	D
3 ans .....	2 050	2 350	2 650
6 ans .....	2 065	2 365	2 665
9 ans .....	2 080	2 380	2 680
12 ans .....	2 095	2 395	2 695
15 ans .....	2 110	2 410	2 710

**Article 2**

L'entrée en vigueur du présent avenant est subordonnée à son extension. Le présent accord est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

### **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère de l'emploi et de la cohésion sociale.

Fait à Paris, le 31 janvier 2006.

(Suivent les signatures.)